Document généré le 1 juil. 2025 16:50

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nous sommes à un tournant

Maristella Svampa

Numéro 24, automne 2020

URI : https://id.erudit.org/iderudit/94059ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)
1918-4670 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Svampa, M. (2020). Nous sommes à un tournant. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 221–224.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Nous sommes à un tournant

Maristella Svampa
Professeure à l'Universidad Nacional de La Plata et chercheuse au Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas d'Argentin

Nous traversons une urgence sanitaire mondiale qui nous pousse à ouvrir de grands débats de société. Comment sortir de cette crise ? De quel État avons-nous besoin ? Comment penser à un autre avenir civilisateur ? J'aimerais proposer ici quelques réflexions, en partant de l'inévitable question conjoncturelle.

La question de l'État

Nous sommes à l'heure actuelle confrontés au retour de l'État. Mais cet État est devenu une sorte de léviathan sanitaire à deux faces, qui se présente comme un processus transitoire. D'un côté, l'État social réapparaît. Un peu partout dans le monde, on constate de fortes mesures d'intervention sociale dirigées par l'État. C'est évident là où se trouvent des gouvernements qui reposent sur un État fort, comme en France et en Allemagne. Cependant, on voit le même phénomène dans des pays où l'État ne joue pas un rôle central dans la société. Par exemple, aux États-Unis, le gouvernement fédéral est en train de lancer de vastes programmes d'aide sociale. Cette situation découle bien sûr d'un contexte où on assiste à d'énormes pertes d'emplois et au chômage de masse. Même les économistes les plus libéraux se sentent forcés de parler de la nécessité d'un *New Deal* comme programme pour affronter ce qu'ils considèrent comme une grande crise systémique.

De l'autre côté, ce léviathan sanitaire est accompagné de l'État d'exception. Comme il y a eu beaucoup d'écrits sur ce sujet, je ne vais pas m'y attarder. Il suffit de dire que les contrôles sociaux deviennent visibles dans tous les pays de différentes manières, sous la forme de violations des droits, de militarisation des territoires, de répression des secteurs les plus vulnérables. C'est plus exacerbé là où est mis en œuvre le « modèle asiatique », qui implique une surveillance numérique extrême. Ailleurs, nous

sommes davantage aux prises avec la militarisation et la répression au nom de la guerre contre le coronavirus.

Face à ce retour de l'État, une question prend de l'importance : dans quelle mesure les États ont-ils la capacité de persister dans cette tâche de relance sociale ? Ce n'est pas encore clair. Nous pourrons mieux comprendre au fur et à mesure que la crise va s'étendre, et que se développeront des luttes sociales, c'est-à-dire des mouvements qui font pression par en bas. Il faudra également tenir compte des pressions par le haut, celles des grands opérateurs économiques. Selon l'expérience passée, il appert que les États périphériques du Sud ont rarement la capacité pour faire face à ces pressions.

En Argentine par exemple, le pays est dans une situation de faillite virtuelle, à la suite du désastre social que le dernier gouvernement nous a légué. On peut penser qu'aucun État du Sud ne pourra se sauver complètement par lui-même, étant donné ses propres limites, et également du fait que tous les États sont insérés dans une relation Nord-Sud particulière. La solution devra sans doute venir d'un nouveau multilatéralisme.

La question de l'environnement

Il est évident que la pandémie actuelle a des causes environnementales. Plusieurs enquêtes ont démontré comment des virus d'animaux sauvages provenant d'écosystèmes dévastés ont été transférés aux humains. Néanmoins, ces causes environnementales n'apparaissent pas dans le discours des dirigeants, ni dans celui de Macron en France ou d'Angela Merkel en Allemagne, encore moins dans celui d'Alberto Fernández en Argentine, même si ce dernier a assuré sa crédibilité en créant un comité d'experts.

Les causes socio-environnementales de la pandémie sont occultées et, à la place, on nous présente un discours belliqueux. En réalité, ce discours dissimule ces liens de causalité, de même que le rapport entre la mondialisation prédatrice (c'est-à-dire le capitalisme) d'une part, et la nature d'autre part. À propos de cette occultation, Horacio Machado[1] parle d'une « cécité épistémique ». La prolifération des métaphores guerrières, où l'humanité apparaît comme quelque chose d'extérieur, nous fait voir le monde comme s'il était envahi par un ennemi invisible.

De mon point de vue, le discours belliqueux confond les racines et les conséquences du problème. On évite de comprendre le rapport entre ce problème et le modèle social établi dans le cadre du capitalisme néolibéral. Enfin, dans cette optique, la formule belliqueuse est beaucoup plus associée à la peur qu'à la solidarité, ce qui

1 Professeur à l'Université nationale de Catamarca (Argentine) et membre du groupe de recherche Ecologia Politica del Sur-CITCA-CONICET. (NdR)

conduit au renforcement de systèmes de surveillance qui prennent diverses formes. On constate ainsi l'émergence de la « police citoyenne », constamment à l'affût, où chacune, chacun est prêt à accuser son voisin pour le moindre glissement par rapport à la quarantaine. Il est nécessaire d'abandonner ce discours guerrier et d'assumer les causes environnementales de la pandémie ; cela nous aiderait à nous préparer de façon constructive à répondre au grand défi de l'humanité qu'est l'énorme crise climatique.

La question économique

La crise mondiale la plus récente est celle de 2008. Elle a commencé aux États-Unis par une bulle immobilière, qui s'est ensuite déplacée vers d'autres pays et qui, comme nous le savons, a généré une importante vague de chômage qui a fini par désapproprier des acquis sociaux de nombreux secteurs vulnérables. À part quelques rares exceptions, les gouvernements ont renfloué les grandes sociétés financières et leurs dirigeants, qui sont ainsi devenus à la fin de la crise plus riches qu'ils ne l'étaient au début. En fait, cette grande crise mondiale de 2008 a entraîné une reconfiguration sociale et politique aux effets très négatifs. Elle a accru les inégalités et le processus de concentration des richesses. Elle a favorisé l'émergence de nouveaux dirigeants politiques de droite, voire d'extrême droite, aux États-Unis, en Europe et plus récemment en Amérique latine.

Cette crise de 2008 n'a peut-être pas été ressentie avec une aussi grande virulence en Amérique latine. Nous étions encore à l'époque du boom des matières premières, lorsque tous les pays profitaient de niveaux inhabituels de rentabilité grâce à l'exportation à grande échelle des matières premières. Cependant, à la fin de ce cycle, nous nous sommes retrouvés plus pauvres et plus inégaux que jamais, et devant un important processus de répression et de criminalisation menaçant les droits de la personne et l'environnement. Ce processus a été accéléré par le phénomène de concentration des terres, résultat de l'expansion de la frontière agricole. On voit là l'importance d'éviter les fausses solutions, car la crise de 2008 a laissé un grand vide et aggravé les inégalités. Le « modèle » néo-extractivisme n'était donc pas une solution.

Où allons-nous ?

En cette année de la grande pandémie du coronavirus, nous sommes effectivement à la croisée des chemins, où se présentent de nouveaux choix politiques et éthiques. Cela nous permet de repenser les crises économiques et climatiques sous un nouvel angle en termes multiscalaires et géopolitiques.

Nous pouvons formuler le dilemme de la manière suivante : ou bien nous allons vers une mondialisation néolibérale plus autoritaire, encore davantage dans l'ombre du

paradigme de la sécurité et de la surveillance numérique à la manière du « modèle asiatique » (ce qui est bien décrit par le penseur coréen Byung-Chul Han), surveillance qui sera probablement moins sophistiquée dans nos pays périphériques du Sud global.

Ou bien, sans tomber dans une vision naïve, nous pouvons envisager de construire une mondialisation plus démocratique, liée au paradigme de la prise en charge, mais aussi à des politiques publiques susceptibles de s'orienter vers un nouveau pacte écosocial et économique.

En guise de conclusion

Il y a trois grands sujets que je veux aborder pour conclure cette discussion. Cette énorme crise civilisationnelle nous place dans un moment de libération cognitive. Comme disent celles et ceux qui étudient l'action collective, c'est un moment où la redéfinition de la situation est possible, où penser au-delà de ce qui était considéré comme irréalisable ou inimaginable est possible. Dans cette perspective, les jeux ne sont pas faits. Au milieu de la catastrophe, il y a des occasions d'action. La pire chose qui puisse arriver est que nous restions dans nos maisons, convaincus qu'il n'y a rien à faire. En réalité, il est possible d'aller de l'avant. Par exemple, le paradigme du *care*, que les écoféministes ont depuis longtemps inscrit à l'ordre du jour, prend une nouvelle pertinence dans le contexte d'une pandémie qui exige la mobilisation des femmes et des hommes pour donner des soins. Nous devons penser à ces nouvelles alliances, à ces nouveaux rapports entre santé et environnement, lesquels pourraient placer le paradigme du *care* au centre de nos sociétés contemporaines.

Enfin, nous devons également penser à un nouveau pacte éco-économique et social mondial. Dans les pays du Nord, on parle d'un *Green New Deal*. En Amérique latine, nous n'avons pas de tradition ou de mémoire liée au Plan Marshall ou au *New Deal,* mais nous avons une tradition de lutte et de pensée critique liée à la transition socioécologique, au post-extractivisme, au post-développement. Ces thèmes devraient être mis sur la table, dans la discussion, dans ce dialogue Nord-Sud qu'il faut aujourd'hui engager pour articuler une fois pour toutes justice sociale et justice environnementale.